

**LIGUE SUD PACA
FEDERATION SPORTIVE DE LA POLICE NATIONALE**

26 Boulevard Danielle Casanova
13 014 MARSEILLE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 31 décembre 2023

**LIGUE SUD PACA FEDERATION
SPORTIVE DE LA POLICE NATIONALE**

26 Boulevard Danielle Casanova
13 014 MARSEILLE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 15 mai 2023, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LIGUE SUD FEDERATION SPORTIVE DE LA POLICE NATIONALE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823- 7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les états financiers.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Toulon, le 11 avril 2024

Pierre MASSAFERRO

Commissaire aux Comptes Associé
Directeur Général SAS GROUPE FGC



Annexés au présent rapport :
Comptes annuels de l'exercice

FSPN

Édition du : 01/01/2023 au 31/12/2023

Avec brouillard

Hors simulation

BILAN SYNTHETIQUE

Soldes N-1 de l'exercice

ACTIF	Exercice N			N-1	PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net			
Actif immobilisé :					Capitaux propres		
Immobilisations incorporelles					Capital	43 050	43 446
- Fonds commercial					Ecart de réévaluation		
- Autres					Réserves :		
Immobilisations corporelles	17 027	13 729	3 297		- Réserve légale		
Immobilisations financières					- Réserves réglementées		
TOTAL I	17 027	13 729	3 297		- Autres		
Actif circulant :							
Stocks et en-cours (autres que marchandises)					Report à nouveau		
Marchandises					Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	29 324	(395)
Avances et acomptes versés sur commandes					Provisions réglementées		
					TOTAL I	72 374	43 050
Créances :					Provisions pour risques et charges (II)		
Clients et comptes rattachés					Dettes		
Autres	53 824		53 824	(1 429)	Emprunts et dettes assimilées		
Valeurs mobilières de placement	460		460	449	Avances et acomptes reçus sur commandes		
Disponibilités (autres que caisse)	14 943		14 943	41 708	Fournisseurs et comptes rattachés		
Caisse					Autres	150	(3 566)
TOTAL II	69 226		69 226	40 728	TOTAL III	150	(3 566)
Charges constatées d'avance (III)					Produits constatés d'avance (IV)		
TOTAL GENERAL (I+II+III)	86 253	13 729	72 524	40 728	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	72 524	39 485

FSPN

Edition du : 01/01/2023 au 31/12/2023

Soldes N-1 de l'exercice

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE

Avec brouillard

Hors simulation

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N net	Exercice N-1 net
CHARGES D'EXPLOITATION :			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	1 753	2 811	Ventes de marchandises		
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)	4 384	1 839
Achats d'approvisionnement	60	271	Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)			Production immobilisée		
Autres charges externes	405 600	70 027	Subventions d'exploitation	357 491	21 850
Impôts, taxes et versements assimilés			Autres produits	76 036	46 308
Rémunération du personnel			Produits financiers	10	72
Charges sociales					
Dotations aux amortissements	69				
Dotations aux provisions					
Autres charges	506				
Charges financières					
TOTAL (I)	407 987	73 109	TOTAL (I)	437 922	70 069
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)	2 718	2 355	PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	2 106	5 000
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)					
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	410 705	75 464	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	440 028	75 069
BENEFICE OU PERTE	29 324	(395)			
TOTAL GENERAL	440 028	75 069	TOTAL GENERAL	440 028	75 069

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Arrêtés au 31/12/2023

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2023, dont le total est de 440 028 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 29 324 € avant affectation.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Sommaire

1 REGLES GENERALES

- 1.1 Objet social et activité
- 1.2 Conventions générales comptables appliquées
- 1.3 Changement de méthodes, d'estimation et de modalités d'application
- 1.4 Informations à caractère fiscal
- 1.5 Autres informations

2 PRINCIPALES REGLES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUEES

- 2.1 Immobilisations corporelles et incorporelles
- 2.2 Créances
- 2.3 Dettes
- 2.4 Dépréciations inscrites au bilan
- 2.5 Fonds propres
- 2.6 Fonds dédiés
- 2.7 Traitement des conventions de financement
- 2.8 Contributions volontaires
- 2.9 Engagements financiers hors bilan et autres informations
- 2.10 Informations sur la masse salariale

1 REGLES GENERALES

1.1 Objet social et activité

L'association dite «Ligue SUD Provence Alpes Côte d'Azur de la Fédération Sportive de la Police Nationale», créée le 18 juillet 1960 sous l'appellation « Ligue Méditerranée de la fédération Sportive de la Police Française » et modifiée le 4 février 2010 à la suite du rapprochement avec la « Fédération des Clubs Motocyclistes de la Police Nationale » est une ligue régionale agréée multisports regroupant des associations sportives et constituée sous forme d'associations, conformément à la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, et qui a pour objet de

- développer la pratique des activités physiques et sportives au sein des associations sportives de police affiliées, en vue de préserver et d'améliorer la santé et la condition physique de ses membres,
- encourager toutes initiatives propres à garantir la formation physique et morale de ses membres, ou favoriser la pratique des activités physiques et sportives ainsi que le développement des sports de compétition au sein de la police nationale,
- organiser des compétitions police dans les différentes disciplines, conformément à la réglementation en vigueur sur la pratique des sports et selon les définitions propres à chaque fédération délégataire,
- procéder aux sélections, en vue de la formation des équipes régionales chargées de représenter la ligue au niveau national,
- de faciliter l'entraînement et la préparation des sportifs de haut niveau en fonction dans la police nationale,
- de valoriser l'image de marque de la police nationale et de favoriser le rapprochement entre la police et la population, Elle peut conclure des conventions avec les ligues régionales des fédérations agréées implantées dans la région SUD Provence-Alpes-Côte-D'Azur, de la collectivité territoriale de la Corse, des départements d'Outremer de La Réunion et de Mayotte des territoires d'Outremer de la Polynésie Française et de la Nouvelle Calédonie.

Elle est membre de la Fédération Sportive de la Police Nationale et du Comité Régional Olympique et Sportif de la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur. La ligue a pour objectif l'accès de tous à la pratique des activités physiques et sportives en prenant en compte l'environnement et le développement durable. Elle s'interdit toute discrimination. Elle veille au respect de ces principes par ses membres, ainsi qu'au respect du code de déontologie de la police nationale et de la charte de déontologie du sport du Comité National Olympique et Sportif Français.

1.2 Conventions générales comptables appliquées

Pour l'élaboration et la présentation des comptes annuels de l'exercice 2023, les conventions du Plan Comptable Général ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, sous réserve des observations portées au paragraphe 1.3 « changement de méthodes, d'estimation et de modalités d'application »,
- Indépendance des exercices.

SAS GROUPE FGC
64 Chemin de la Baume
83200 TOULON
Tél : 04 94 18 54 00
Siret : 739 500 700 00078
TVA Intracom : FR77739500700

Il a été fait application des dispositions particulières du règlement n°2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

1.3 Changement de méthodes, d'estimation et de modalités d'application

Néant

1.4 Informations à caractère fiscal

L'association est considérée comme exonérée des impôts commerciaux du fait de ses activités et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées.

1.5 Autres informations - Faits essentiels ayant une incidence comptable

La ligue Sud a reçu de la part de la région en 2023 une subvention de 343k€ destinée à la réalisation de 2 projets :

- Acquisition de matériel sportif au profit des services de police subventionné à hauteur de 273k€ sur l'exercice
- Rénovation et agencement d'infrastructures sportives dans les services de police à hauteur de 70k€ sur l'exercice

Ces recettes et dépenses ont été comptabilisées au compte de résultat.

2 PRINCIPALES REGLES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUEES

2.1 Immobilisations corporelles et incorporelles

Tableau des immobilisations incorporelles et corporelles et Tableau des amortissements

Règles comptables relatives à la définition, à la valorisation et la dépréciation des actifs
Elles sont conformes aux récents règlements du Comité de la Réglementation Comptable.

Absence d'immobilisations décomposables

L'analyse de chaque catégorie d'immobilisations n'a pas fait ressortir d'immobilisations ayant un caractère décomposable, c'est-à-dire d'immobilisations possédant un ou plusieurs éléments significatifs dont la durée d'utilisation est différente de la structure principale de l'immobilisation.

Modalités d'amortissement retenues

Conformément au plan comptable, le mode linéaire a été appliqué à défaut d'un mode d'amortissement plus adapté.

Les amortissements pour dépréciation sont donc calculés suivant le mode linéaire (L).

SAS GROUPE FGC
64 Chemin de la Baume
83200 TOULON
Tél : 04 94 18 54 00
Siret : 739 500 700 00078
TVA Intracom : FR77739500700

Les taux les plus couramment appliqués sont les suivants :

Immobilisations incorporelles et corporelles	Mode (L/D)	Durée
Logiciels et immobilisation incorporelles	L	1 à 10 ans
Construction	L & D	10 à 50 ans
Installations techniques	L	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriels	L	5 à 10 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers	L	10 ans
Matériel de transport	L	4 à 5 ans
Matériels de bureau	L	5 à 10 ans
Matériel informatique	L	3 ans
Mobilier	L	10 ans

2.2 Créances

Tableau Etat des créances et des dettes

Les créances d'un montant de 53 824 € figurant au bilan au 31 décembre 2023 correspondent principalement aux postes suivants :

- Le poste « Produits à recevoir » d'un montant de 53 824 € et se décompose principalement de la manière suivante :
 - o 1 376 € de cotisations à recevoir
 - o 50 779 € de subvention à recevoir de la part de la région

Détail des subventions à recevoir :

PC327 ACOMPTE AS ORANGE B	6139,68
PC498 ACOMPTE TRAVAUX LIGUE B	10485
PC534 SOLDE TRAVAUX ORANGE B	9689,52
PC 557 SOLDE TRAVAUX LIGUE B	24465
TOTAL	50779,2

2.3 Dettes

Tableau Etat des créances et des dettes

On relève principalement :

- Le poste « Charges à payer » 150 € se compose principalement de remboursements de frais.

2.4 Dépréciations inscrites au bilan

Néant

2.5 Fonds propres

Les fonds propres s'élèvent à 44 294€ au 31/12/22.
Ils s'élèvent à 72 374€ au 31/12/23.

2.6 Fonds dédiés

Tableau de suivi des fonds dédiés

Néant

2.7 Traitement des conventions de financement

Tableau : Principales ressources d'exploitation de l'association – Subventions d'investissement non renouvelables - Suivi des fonds dédiés – Produits constatés d'avance

Les subventions d'exploitation sont comprises dans les produits de l'association, lorsque :

- Cette dernière a reçu une notification d'une collectivité locale (par acte administratif) ou d'un organisme financeur,
- Et/ou qu'une convention de financement a été signée entre les parties.

La part non consommée des subventions de fonctionnement affectées est inscrite en fonds dédiés.

Toutes les subventions ont été consommées sur l'exercice.

2.8 Contributions volontaires

Néant

2.9 Engagements financiers hors bilan et autres informations

Engagements reçus

Néant

Effectif

SAS GROUPE FGC
64 Chemin de la Baume
83200 TOULON
Tél : 04 94 18 54 00
Siret : 739 500 700 00078
TVA Intracom : FR77739500700

Néant

2.10 Informations sur la masse salariale

Néant.

SAS GROUPE FGC
64 Chemin de la Baume
83200 TOULON
Tél : 04 94 18 54 00
Siret : 739 500 700 00078
TVA Intracom : FR77739500700